

Place de l'Environnement dans les médias

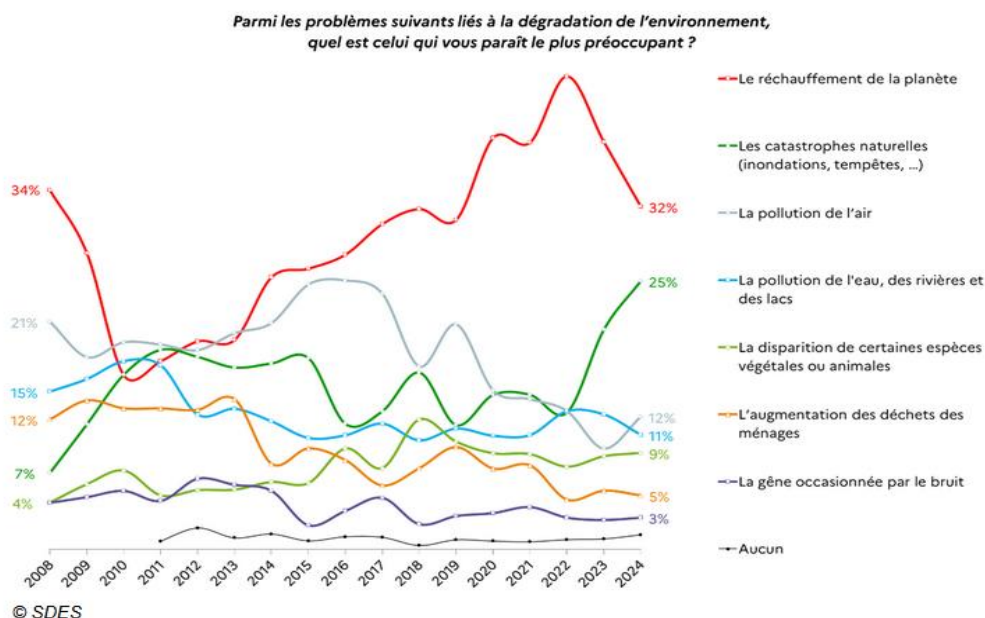
Pour INDECOSA-CGT, l'accès à une information de qualité est une condition sine qua non pour orienter ses choix de consommation, et plus généralement exercer son pouvoir citoyen au sein d'une démocratie réelle. Or, lors que la dégradation de l'environnement est devenue une source majeure d'inquiétude chez les Français, la part du sujet dans nos médias traditionnels reste très faible, et n'est pas toujours traité à la hauteur des enjeux. Voici un bref tour d'horizon du traitement médiatique de l'information environnementale.

I. Les Français et l'Environnement

Les sondages d'opinion connaissent leurs limites : en fonction de la méthode choisie, de la taille et des profils du panel des participants ou des tournures des questions, leurs résultats peuvent être extrêmement variables. Bien que leur fiabilité soit toute relative, ils sont néanmoins omniprésents dans la sphère médiatique et permettent de partager des tendances. La place de l'environnement ne fait pas exception : ainsi, IPSOS, un des organismes de référence en la matière, fait état en septembre 2025 d'un taux d'inquiétude quant au changement climatique chez 18% de la population¹, tandis que son enquête « Fractures françaises 2025 » réalisée en octobre de la même année annonce que 74% des Français se disent préoccupés par le sujet². Dans le rapport commandé toujours à IPSOS par le Réseau Action Climat encore en octobre 2025³, 93% des personnes interrogées constatent l'augmentation des événements climatiques extrêmes, 89 % en sont inquiets, et 67% estiment que l'Etat doit accentuer la planification écologique, malgré les contraintes et coûts qu'elle peut induire. Dans tous les cas, on peut déduire de ces travaux que le changement climatique est une source de préoccupation pour une part importante de la population.

Mais qu'en est-il des autres aspects de la crise environnementale ? Chaque année, le Service des données et études statistiques (SDES) publie les résultats de ses baromètres sur les opinions et pratiques environnementales des Français⁴ : bien que le réchauffement climatique reste la préoccupation majeure, on constate une inquiétude croissante liée aux catastrophes naturelles, devançant celle liée à la qualité de l'air.

Évolution des préoccupations environnementales des Français En %



Note : la question posée était : « Parmi les problèmes suivants liés à la dégradation de l'environnement, quels sont les deux qui vous paraissent les plus préoccupants ». Le graphique présente exclusivement le premier choix des enquêtés.

Source : SDES, plateforme Environnement de l'enquête de conjoncture auprès des ménages (Camme) réalisée par l'Insee, 2008-2024

¹ Enquête IPSOS internationale mensuelle « What Worries the World », [résultats septembre 2025](#)

² Enquête IPSOS « [Fractures françaises 2025](#) », octobre 2025

³ Enquête IPSOS « [La perception par les Français des enjeux et des mesures écologiques](#) », octobre 2025

⁴ SDES, [Opinions des Français sur l'Environnement en 2024](#), publication octobre 2025

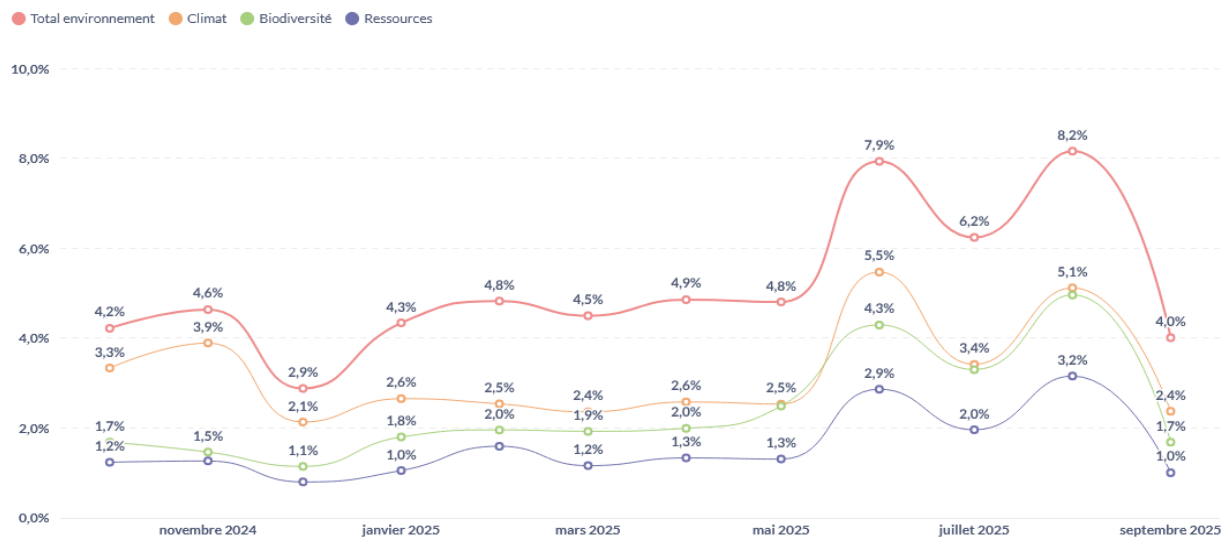
II. L'environnement dans les médias

5% : c'est la moyenne du temps d'antenne des programmes d'information consacré aux sujets environnementaux durant le premier semestre 2025, selon l'Observatoire des Médias sur l'Écologie (OME). Et ce chiffre a augmenté de 30% par rapport à 2024⁵. C'est faible, très faible, trop faible.

Toujours selon l'Observatoire, les médias généralistes (5,0%) couvrent davantage les crises environnementales que les chaînes d'information en continu (3,7%), les chaînes publiques (5,7%) davantage que les chaînes privées (3,4%) et les médias radio (4,9%) davantage que les médias télé (4,2%).

On constate aussi que le traitement médiatique s'accroît pendant les périodes estivales (portant leur lot de canicules, d'incendies ou d'autres phénomènes liés) ainsi qu'à l'occasion de certains moments socio-politiques, en l'occurrence cette année la tenue à Nice de la Conférence des Nations-Unies sur les Océans et la contestation historique de la loi Duplomb.

Part des contenus d'information dédiés aux 3 crises environnementales - v2



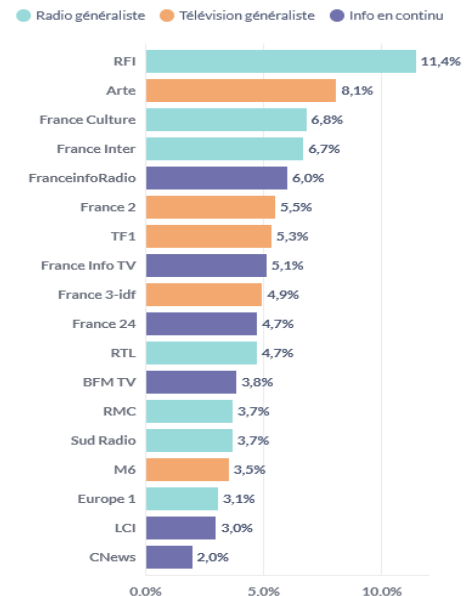
Source : L'Observatoire des Médias sur l'Écologie

Quand on parle d'Environnement dans les médias traditionnels, on décrit surtout les causes et conséquences des phénomènes ou crises : on pose le constat, mais on aborde très peu les solutions existantes.

En moyenne seulement 1% du temps d'antenne concerne les moyens d'agir, et encore la majorité portent sur les réductions de gaz à effet de serre, bien devant l'ensemble des pistes d'atténuation et d'adaptation au changement climatique (préservation des écosystèmes, économie des ressources, place de l'énergie, de l'agriculture, du bâtiment, de l'industrie, des transports, ...)

Se limiter au constat peut être source de résignation, d'anxiété ou de déni : informer sur les solutions est indispensable à la prise de conscience et à la mobilisation citoyenne.

Enfin, il est amusant de constater que les chaînes d'information en continu abordant le moins la question environnementales sont celles qui, à l'instar de LCI et CNews, consacrent en proportion le plus de temps aux solutions climatiques, le plus souvent pour les critiquer...



Part dédiée au sein de chaque média
Source : OME, Période 10/2024 à 09/2025

⁵ L'Observatoire des médias sur l'Écologie est un consortium d'ONG spécialisées et soutenu par l'ADEME et l'ARCOM, qui suit et analyse quotidiennement le traitement médiatique des enjeux environnementaux en France par principales chaînes télé et radio, publiques et privées.

III. Manque d'information, mésinformation et désinformation

Nous l'avons vu, la part dédiée à l'Environnement dans le champ médiatique français télévisuel et radiophonique est très faible. Mais le constat s'aggrave lorsque l'on se penche sur les contenus des sujets : selon une récente étude menée par les ONG spécialisées QuotaClimat, Data for Good et Science Feedback, 529 cas de mésinformation et 19 narratifs de désinformation environnementale ont été détectés janvier et août 2025, et la tendance serait à l'augmentation continue⁶.

Les professionnels du secteur distinguent la **mésinformation**, caractérisée par l'absence de volonté démontrée de nuire de la part du locuteur, et pouvant donc relever de l'erreur ou de la perméabilité à des récits trompeurs, de la **désinformation**, définie elle comme un discours faux ou trompeur, à haut risque d'induire le public en erreur sur des faits avérés par l'état des connaissances scientifiques à propos du changement climatique et de l'action climatique concernant les mesures d'atténuation et d'adaptation.

Certaines chaînes sont plus habituées que d'autres à ce phénomène : Sud Radio, CNews⁷, Europe 1 et RMC sont en tête de ce triste peloton, dont près de 90% des cas de mésinformation et désinformation concernent les solutions de la transition écologique. Les chaînes et radios généralistes de Radio France, France Télévisions, TF1 et M6 font office de « bouclier » contre la désinformation climatique, les quelques fausses informations relayées étant essentiellement le fait d'invités en plateau et non des journalistes.

QuotaClimat, Data for Good et Science Feedback identifient 4 principaux facteurs d'essor du phénomène :

- Le recours récurrent à des affirmations trompeuses ou infondées dans certains discours politiques, notamment de droite et d'extrême droite,
- L'ancrage historique dans le débat public de certains intérêts économiques (industrie fossile, secteur agricole, automobile, assurantiel),
- La couverture limitée du sujet environnemental, favorisant la diffusion de récits trompeurs,
- L'orientation idéologique de certains actionnaires de médias, dont le positionnement politique semble participer à la confusion entre faits scientifiques et opinions (sur les chaînes privées, 46% des cas de mésinformation proviennent directement des journalistes et chroniqueurs).

Les narratifs de désinformations repérés par les associations ne sont pas des éléments isolés, mais des discours répétés pouvant être assimilés à de réelles campagnes médiatiques, et ce dans un but supposé de créer le doute, d'accroître la polarisation dans la société, de défendre certaines activités économiques ou de freiner l'action politique en matière environnementale. En réponse, l'association Science Feedback a élaboré [un ensemble de contre-arguments étayés scientifiquement pour chacun de ces narratifs erronés ou trompeurs](#).

Ainsi pour les ONG, au-delà du trop faible temps dédié au sujet environnemental, c'est sur le cadre-même de la présentation et de la diffusion des informations dédiées qu'il est nécessaire d'agir, notamment en :

- Sanctuarisant des temps d'information dédiés et de qualité aux heures de grande écoute, afin d'instaurer un standard qualitatif sur le sujet,
- D'améliorer la formation environnementale des journalistes de toutes les rédactions, et particulièrement ceux exposés au direct (afin de pouvoir réagir en temps réel aux discours problématiques),
- Protéger les journalistes indépendants, les médias d'intérêt général et plus largement toutes les conditions permettant la production d'une information fiable, suffisante et intègre,
- Enfin, adapter le cadre de la régulation médiatique pour intégrer les enjeux de lutte contre la désinformation environnementale⁸.

⁶ « [Cartographie de la désinformation climatique dans les médias français et brésiliens](#) », réalisée notamment dans le contexte d'approche de la COP30 à Belém », octobre 2025

⁷ [Le 6 novembre 2025, le Conseil d'Etat](#) confirmait une condamnation de l'exploitant de la chaîne CNews pour désinformation climatique, une première en France

⁸ En ce sens, une [proposition de loi visant à garantir le droit d'accès du public aux informations relatives aux enjeux environnementaux et de durabilité](#), a été déposée à l'Assemblée Nationale en 2024, à suivre.

Principaux narratifs de désinformation.

Étude menée sur les programmes d'information télévisés et radiophoniques en France, entre janvier et août 2025.



Source : QuotaClimat, Science Feedback et Data fo Good

« Cartographie de la désinformation climatique dans les médias français et brésiliens » 2025

L'association Science Feedback, partie prenante à l'étude, a élaboré un ensemble de contre-arguments étayés scientifiquement pour chacun de ces narratifs erronés ou trompeurs : [l'outil est accessible en suivant ce lien.](#)